



Déclaration liminaire UNSA Education à la formation spécialisée du 27 juin 2023

Mesdames, Messieurs,

La Semaine de la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) a lieu du 19 au 23 juin 2023. Elle avait pour thème cette année : "Transitions et travail, on en parle ?". Cette problématique est très prégnante chez les personnels de l'Éducation nationale, qu'il s'agisse de la mutation numérique ou de la transition écologique par exemple.

Pour l'Organisation internationale du travail, la qualité de vie au travail est un enjeu de santé publique majeur car elle a un impact direct sur la santé mentale et physique des salariés. L'Accord national interprofessionnel sur l'égalité professionnelle et la qualité de vie au travail a précisé en 2013 que la qualité de vie au travail désignait et regroupait les actions permettant de concilier à la fois l'amélioration des conditions de travail pour les salariés et la performance globale des organisations ou services.

La définition, la conduite et l'évaluation de la QVCT sont des enjeux qui doivent être placés au cœur du développement du dialogue social.

Selon l'enquête Baromètre de la qualité de vie au travail réalisée par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) en France, seuls 40 % des salariés déclarent être satisfaits de leur qualité de vie au travail.

Malheureusement, ce chiffre est encore plus mauvais dans l'Éducation nationale. Les trois quarts des répondants à l'édition 2023 du Baromètre de l'Unsa Éducation* estiment que leurs conditions de travail ne sont pas satisfaisantes. 90 % des personnels interrogés déclarent que leurs conditions de travail se sont dégradées dans la dernière année.

La santé au travail est devenue le quatrième domaine que les personnels veulent voir améliorés en priorité, après le pouvoir d'achat, la charge de travail et les perspectives de carrière. La santé au travail n'était « que » la septième priorité des personnels l'année précédente, ce qui démontre l'urgence pour l'employeur de mieux la prendre en considération.

La proportion de personnels qui songent à changer de métier, notamment vers le privé, est en augmentation constante depuis 2016, ce qui met en exergue un problème d'attractivité pour les métiers de la fonction publique. Les chiffres diffèrent souvent selon l'âge, le genre ou le corps d'appartenance : les conditions de travail se dégradent chez les femmes.

Derrière la priorité constante accordée au pouvoir d'achat, c'est la première fois que la charge de travail dépasse les 50% dans notre baromètre.

La météo de ces dernières semaines met de nouveau la question du bâti scolaire au centre des problématiques de QVCT.

Au-delà de 30°C pour une activité sédentaire, et 28°C pour un travail nécessitant une activité physique, la chaleur peut constituer un risque pour les personnels et les jeunes. Cela inclut bien entendu les cours en salle de classe ou le travail de bureau. Mais que dire des activités en extérieur comme l'éducation physique et sportive, ainsi que les travaux spécifiques dans les lycées professionnels.

Le bâti scolaire revêt un enjeu majeur pour la qualité de vie et le bien-être des élèves et des personnels.

Les 53 000 établissements scolaires publics représentent la moitié du patrimoine immobilier des collectivités territoriales ; les problèmes liés à l'amiante, à la mauvaise isolation, aux sanitaires inadaptés et les problématiques liées au bâti scolaire sont multiples et identifiées.

Déterminer une réelle politique du bâti scolaire devient une urgence.

La crise sanitaire a été un accélérateur de dysfonctionnements et un révélateur de lacunes désormais incontestables.

En 2020, la majorité présidentielle a voté la suppression de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements scolaires (ONS), remplacé par un simple bureau au ministère de l'éducation nationale.

Le nouvel organe ministériel dénommé "Cellule Bâti scolaire» a publié des guides "Bâtir l'École ensemble".

C'est un premier pas vers une meilleure visibilité et compréhension de ces enjeux. Mais il reste à résoudre une problématique non des moindres, celle du comment fait-on ?

Le nombre de fiches RSST augmente chaque année. Quelles réponses sont apportées à ces fiches ? Les personnels et usagers de l'école ne peuvent se satisfaire d'un renvoi vers les collectivités.

A l'ordre du jour de ce F3SCTD, le rapport de visite des écoles de Sérifontaine qui illustre bien ces problématiques. Des équipes démunies, qui s'épuisent. Des préconisations sont données, mais au final, la situation a-t-elle évolué favorablement ?

Un réel travail doit être engagé avec les collectivités.

